

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS  
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT  
OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de présenter, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en est leur examen à la date du 15 août 1947, l'exposé succinct suivant :

1. Question iranienne (voir document S/401)
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte et organisation des forces armées des Nations Unies (voir documents S/401 et S/461)
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir document S/401)
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir documents S/401 et S/461)
5. Procédure relative à l'admission de nouveaux Membres (voir document S/401)
6. Demandes d'admission comme Membre des Nations Unies (voir documents S/401, S/440, S/461 et S/480)

Le Comité chargé d'étudier les demandes d'admission a achevé d'établir le rapport qu'il doit soumettre au Conseil de sécurité (document S/479). L'étude de ce rapport sera inscrite à l'ordre du jour provisoire de la 186ème séance qui se tiendra le 18 août.

7. La question grecque (voir documents S/401, S/461 et S/480)

Le Conseil a poursuivi la discussion de la questions grecque au cours des 180ème et 183ème séances, tenues respectivement les 12 et 14 août. Le représentant des Etats-Unis a présenté des amendements (document S/471/Add.1) au projet de résolution de l'Australie, ainsi qu'un nouveau projet de résolution (document S/486), en déclarant que si le projet de résolution de l'Australie était adopté, il retirerait ce nouveau projet de résolution.

Des lettres du représentant de l'Albanie concernant des incidents de frontière ont été publiées sous forme de documents S/484 et S/492. Les lettres du représentant de la Grèce répondant à des lettres antérieures du représentant de l'Albanie ont également été publiées sous forme de document S/494.

La discussion a été renvoyée au 19 août.

8. Réglementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir documents S/401 et S/461)
9. Désignation du gouverneur du Territoire libre de Trieste (voir documents S/401 et S/461)
10. La question égyptienne (voir documents S/461 et S/480)

Le Conseil a poursuivi la discussion de la question égyptienne au cours des 179<sup>ème</sup> et 182<sup>ème</sup> tenues respectivement les 11 et 13 août.

La discussion a été renvoyée au 20 août.

11. La question indonésienne (voir documents S/461 et S/480)

Le Conseil a poursuivi la discussion de la question indonésienne au cours de ses 181<sup>ème</sup>, 184<sup>ème</sup> et 185<sup>ème</sup> séances, tenues respectivement les 12, 14 et 15 août. Il a décidé par huit voix contre trois (Belgique, France, Royaume-Uni) d'inviter un représentant de la République d'Indonésie à participer à la discussion. Le Conseil a examiné une demande du représentant permanent de la République des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies, tendant à ce que le désir exprimé par son Gouvernement de prendre part à la discussion (document S/485) soit à nouveau pris en considération; le Conseil, par neuf voix et deux abstentions (Pologne et Union des Républiques socialistes soviétiques) a décidé d'envoyer une invitation à cet état. Une proposition de la Belgique, tendant à inviter les représentants de l'Indonésie orientale et de Bornéo à participer aux débats a recueilli quatre voix (Belgique, Etats-Unis, France et Royaume-Uni; sept membres se sont abstenus et, en conséquence, la proposition a été rejetée.

Un projet de résolution a été soumis par le représentant de l'Australie

(document S/488). Le représentant de la Pologne a présenté des amendements à cette résolution.

Une lettre de M. Soetan Sjahrir, représentant de la République d'Indonésie, déclarant que la République d'Indonésie accepte par avance, aux fins de ce différend, les obligations qui incombent aux Membres des Nations Unies, a été publiée sous forme de document S/487. Un télégramme du Président, du Premier Ministre et du Ministre de l'intérieur de l'Indonésie orientale, demandant qu'on leur donne la possibilité de se faire entendre, avant que le Conseil ne prenne une décision quelconque a également été publié sous forme de document S/495.

La discussion a été renvoyée au 21 août.

